

Macron, le 24 novembre 2020 : “je veux être clair je ne rendrai pas la vaccination obligatoire”

écrit par Maria Rosa | 13 juillet 2021





« Je veux être clair je ne rendrai pas la vaccination obligatoire », ainsi s'exprimait le Président de la République le 24 novembre 2020. Il va sans dire que sur un sujet d'une telle importance, le mensonge, voire les demi-vérités, ne devraient pas relever de la plaisanterie. Cela est pourtant le cas. Il se trouve en effet que moins de huit mois après avoir prononcé ces mots, le fourbe et courageux personnage qu'est Emmanuel Macron, décide que le principe de non contradiction ne s'applique pas au discours présidentiel.

La vaccination deviendrait donc, comme annoncé le 12 juillet, incontournable à compter du 15 septembre pour «les personnels soignants et non soignants des hôpitaux, des cliniques, des

maisons de retraite, des établissements pour personnes en situation handicap, pour tous les professionnels ou bénévoles qui travaillent au contact des personnes fragiles, y compris à domicile». Il faudra bien évidemment attendre que ces propositions soient avalisées par l'équivalent du soviet suprême, où à quelques exceptions près ne siègent que des larbins, pour que le projet du guide, lui aussi suprême, entre en application. Cela ne saurait faire aucun doute, les paillassons n'étant pas réputés pour leur esprit frondeur. Le guide président souhaite que début août le «pass sanitaire» soit étendu aux centres commerciaux, avions, trains, cars longs trajets, établissements médicaux, restaurants et cafés. Il serait en outre introduit dès le 21 juillet aux lieux de culture et de loisir rassemblant plus de 50 personnes.

Aujourd'hui, plutôt que de dire *«Je veux être clair je ne rendrai pas la vaccination obligatoire»* Emmanuel Macron aurait été bien inspiré si en une seule phrase, ou presque, il avait annoncé : *«Je propose contrairement à ce que je vous ai laissé croire, vous les gens de rien qui ne seraient pas vaccinés, d'organiser votre mort sociale puisque vous n'aurez plus accès aux avions, trains, cars longs trajets, centres commerciaux, restaurants cafés, cinémas, théâtres et établissements médicaux. Comme vous n'aurez pas non plus le droit de fréquenter les établissements recevant du public, la vie associative vous sera elle aussi interdite. Bref ! Vous n'aurez plus qu'à crever puisque n'étant déjà rien vous deviendrez moins que rien.»*

Les fascistes des temps modernes ne vous enverront pas en camp de concentration pour que l'on vous inocule contre votre volonté et de force un produit expérimental éminemment dangereux, cela ne semblerait pas politiquement correct. Il suffit de relire le paragraphe précédent pour comprendre toute la finesse criminelle du fascisme éthique qui vient d'être inventé par Emmanuel Macron pour le bien de la société. **Pour des raisons prétendument sanitaires cette société doit**

pouvoir se passer des récalcitrants à l'injection de produits toxiques, tout comme elle devait pouvoir se passer des médecins d'origine juive il y a quelques décennies de cela, politique à laquelle souscrivit à l'époque l'ordre des médecins qui soutient apparemment quelque chose de similaire aujourd'hui. Ne perdons pas les bonnes habitudes.

L'axiome sur lequel repose la politique sanitaire et qui justifie le basculement vers une société totalitaire est le suivant : « *Les vaccins sont sûrs* ».

Comme l'on note dès fin juin que près de 17000 décès sont susceptibles d'avoir été causés par les « vaccins » anticovid dans l'UE (source Eudravigilance), on devrait à tout le moins respecter les avis des nombreux scientifiques de renom qui de par le monde demandent sur des bases irréfutables que s'arrêtent ces vagues de vaccination massive. L'axiome cité n'ayant de fait aucune consistance, il convient de se rendre à l'évidence que l'excuse sanitaire n'est qu'un prétexte commode destiné à conforter le pouvoir dans son désir de domination du peuple des «sans dents». **A toutes fins utiles, notons que ledit pouvoir ne croit pas un mot du discours qu'il nous impose. Ces personnages ne croient nullement qu'il y a danger en la demeure et que si rien n'était entrepris les établissements de santé seraient submergés. La preuve : rien qu'entre janvier et mars 2021 ils ont supprimé 1800 lits d'hôpitaux ! Tout commence par un mensonge et se continue par des mensonges.**